
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57036

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Franz Josef STRAUSS, *Die Erinnerungen*, Berlin (Siedler) 1989, 575 p.

Les «Souvenirs» de Franz Josef Strauss pour partiels qu'ils soient apportent une contribution importante à la compréhension de la vie politique en RFA depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certes, on aurait souhaité que l'auteur ait pu mener à bien son entreprise et s'exprimer d'une manière moins allusive sur des sujets épineux comme l'affaire du «Spiegel» ou sa participation au gouvernement de grande coalition de 1966 à 1969, mais sa mort, survenue le 3 octobre 1988, ne lui a pas permis d'achever la rédaction de ses mémoires. Il n'en reste pas moins que le texte publié rend compte pour l'essentiel de l'itinéraire de l'une des figures les plus marquantes de la vie politique ouest-allemande et reflète bien ses mouvements d'humeur, ses partis pris et la passion avec laquelle il s'est engagé dans la vie politique à une époque où l'Allemagne était au fond de l'abîme et où il s'agissait avant tout de rompre avec le passé nazi et de relever les ruines de la guerre.

De modeste extraction mais élevé dans un milieu de tradition monarchiste et catholique, F. J. Strauss s'est signalé très tôt par des dons intellectuels exceptionnels et, après de brillantes études secondaires, il a été admis au *Maximilianeum* de Munich qui s'apparente *pari passu* à la Fondation Thiers de Paris. Son enfance et son adolescence ont été marquées par la montée du nazisme et l'accession au pouvoir de Hitler dont la philosophie et les plans d'action inspiraient les plus grandes réserves à ses parents et aux dirigeants du parti populaire bavarois (Bayerische Volkspartei) qu'ils fréquentaient. C'est dans cet environnement que le futur Ministre du gouvernement de la RFA et Président du Land de Bavière découvre les carences du personnel politique de la République de Weimar, ressent la malfaisance du nazisme et son incompatibilité radicale avec les valeurs héritées du christianisme et observe avec lucidité et une sorte de fatalisme que le cap fixé par le Führer conduit inévitablement à la guerre et au désastre national. La chute du III^e Reich et ses conséquences pour l'Allemagne l'inclineront à renoncer à une carrière de professeur pour se vouer exclusivement à la vie politique, car les représentants des anciens partis se sont discrédités et il incombe à la nouvelle génération de combler le vide qu'ils ont laissé. Soucieux de promouvoir le bien commun au sens où l'entend la doctrine sociale de l'Eglise, il s'assignera comme objectif d'asseoir la démocratie sur des fondations solides et de créer les conditions d'une restauration de la souveraineté allemande dans le cadre d'une organisation politique de l'Europe.

On trouvera dans le livre de F. J. Strauss des indications précieuses sur l'état de l'opinion allemande dans les zones d'occupation occidentales et sur les difficultés économiques de l'immédiat après-guerre. L'auteur fut confronté personnellement à ces problèmes en sa qualité de Landrat de Schongau, puis de représentant de la Bavière au Conseil économique de Francfort où fut élaboré le modèle de l'économie sociale de marché (Soziale Marktwirtschaft). En outre, il participa à la création de la CSU qui s'est affirmée ultérieurement comme le parti de l'identité bavaroise et du pluralisme confessionnel. Au fil de ses souvenirs, il se livre à des observations pertinentes sur les bases de l'alliance entre la CSU et la CDU qui furent définies lors de la conférence de Rhöndorf au domicile de Konrad Adenauer, le 21 août 1949, et s'affermirent pendant toute la période où les partis de l'union formaient l'axe de la majorité parlementaire. Toutefois, des problèmes surgirent après l'accession au pouvoir d'un gouvernement de coalition SPD/FDP, en 1969, et F. J. Strauss ne ménage pas ses critiques à l'adresse des dirigeants de la CDU dont les tergiversations auraient nui à la cohésion de l'union démocrate chrétienne et conduit à une érosion de ses positions électorales.

Au lendemain de la guerre les problèmes économiques étaient prioritaires et l'option pour l'économie sociale de marché a joué un rôle déterminant dans le relèvement de l'Allemagne, mais des considérations de politique étrangère n'ont pas tardé à dominer le débat public et ce dès le début des années 50. F. J. Strauss approuve sans réserve la politique menée par le chancelier Konrad Adenauer qui tendait au rétablissement de l'égalité de droits (*Gleichberechtigung*) par une intégration de la RFA dans la communauté occidentale et une participation

active à la défense commune sous l'égide de l'alliance atlantique. Aussi, le gouvernement fédéral ne pouvait-il que donner une réponse positive à la requête américaine relative au réarmement allemand et tenter d'obtenir en échange de cet apport à la stabilisation des relations Est-Ouest un élargissement de sa marge de liberté, à défaut d'une restauration pleine et entière de sa souveraineté.

Les mémoires de F. J. Strauss comportent des indications intéressantes sur la genèse de la *Bundeswehr* et sur les compensations politiques obtenues par la RFA du fait de son loyalisme atlantique. L'auteur rappelle le rôle qu'il a joué en qualité de porte-parole de la démocratie chrétienne dans le débat qui s'est instauré au *Bundestag* en février 1952 sur la participation allemande à la défense occidentale et la fermeté de son propos à une époque où l'opinion publique n'était guère favorable au réarmement lui a sans doute valu d'être nommé Ministre de la défense en 1956 après que M. Blank eut déclaré forfait. Il exercera cette fonction jusqu'en 1962 et sera contraint de démissionner à la suite de l'affaire du *Spiegel*, les tribunaux allemands n'ayant pas donné suite aux procédures engagées par le Ministre de la Défense contre l'hebdomadaire de Hambourg pour divulgation de secrets militaires. On ne connaîtra pas la version de F. J. Strauss sur cette affaire, du fait de l'inachèvement de ses mémoires; en revanche, les tractations en vue d'une coopération franco-allemande dans le domaine nucléaire militaire font l'objet de développements succincts mais révélateurs des préoccupations des establishments militaires à Paris et à Bonn dans les années 1956-1958.

Après l'échec de l'intervention militaire franco-britannique à Suez, le gouvernement présidé par Guy Mollet s'était prononcé en faveur du développement de l'arme nucléaire mais le coût prévisible de l'opération l'avait incité à rechercher le concours des alliés. F. J. Strauss manifesta dès le début de l'année 1957 de l'intérêt pour les propositions que lui firent MM Bourgès-Maunoury et Chaban-Delmas et il semble que la participation de la RFA au programme nucléaire français ait été assortie d'une promesse d'acquisition par l'armée allemande de matériels militaires français, et notamment de l'avion *Mirage*. Ultérieurement, l'Italie se joignit au mouvement et les grandes lignes d'une coopération tripartite furent définies à Bonn, en janvier 1958 et un protocole d'accord signé à Rome, au printemps de la même année. F. J. Strauss affirme que cet arrangement resta lettre morte du fait de l'opposition du général de Gaulle après son retour au pouvoir et ce refus aurait dissuadé les Allemands de s'approvisionner en matériels français pour l'équipement de la *Bundeswehr*. Si l'on se fie au témoignage de l'auteur, le choix du *Starfighter* au détriment du *Mirage* en 1958 aurait été la conséquence directe du non-respect par le général de Gaulle des engagements pris par ses prédécesseurs.

Toutefois, le dépit qu'il en éprouva et qu'il exprima en termes vifs à M. Guillaumat lorsqu'il lui fit part du veto du général de Gaulle ne l'empêchera pas d'approuver la constitution de la force nucléaire française et de critiquer l'attitude de l'Administration américaine qui y voyait une menace pour la cohésion de l'alliance et un mauvais exemple pour les candidats potentiels à l'arme nucléaire. En outre, il regrettera que les inclinations atlantistes du chancelier Erhard et de son Ministre des Affaires Étrangères, Gerhard Schröder, aient compromis les chances d'une coopération franco-allemande en matière de défense lorsque le général de Gaulle fit des ouvertures dans ce sens au partenaire allemand en 1964. En l'occurrence, le souci de F. J. Strauss de promouvoir une défense de l'Europe moins tributaire de la garantie américaine, les réserves que lui inspiraient la stratégie de la riposte graduée prônée par McNamara et le général Maxwell Taylor et sa dénonciation vigoureuse des négociations soviéto-américaines en vue de la maîtrise des armements (*arms control*) présentent des similitudes avec les prises de position du fondateur de la V^e République et donnent quelque crédit à la réputation de «gaulliste allemand» qui lui fut faite jadis. Au demeurant, le colloque qui s'est tenu à Paris, en novembre 1990 sur «De Gaulle en son siècle» a permis d'authentifier les allégations de F. J. Strauss sur la coopération nucléaire à laquelle se seraient prêtés Bourgès-Maunoury et Chaban-Delmas mais que le général de Gaulle jugeait incompatible avec une politique de détente avec l'Est.

On relève beaucoup d'autres traits de la personnalité de F. J. Strauss dans ces »souvenirs« et on ne laisse pas d'être frappé par la lucidité et l'ampleur de ses vues sur les voies et les moyens de l'unification allemande à une époque où cette perspective était lointaine et où les sociaux-démocrates qui avaient pourtant été les artisans d'une Ostpolitik ambitieuse désespéraient de voir aboutir le processus du »changement par le rapprochement« (*Wandel durch Annäherung*) et étaient tentés par l'organisation d'une coexistence durable entre les deux Etats allemands. L'auteur s'affirme comme un patriote allemand dont les initiatives auraient été constamment inspirées par le souci de laisser ouvertes les chances de l'unité dans la liberté (il justifie ainsi le recours du Land de Bavière devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en juillet 1973 pour faire préciser l'interprétation du *Grundlagenvertrag*) ou par la volonté de créer un climat favorable à la reconstitution de l'unité nationale comme l'atteste son rôle dans l'octroi par un consortium de banques allemandes d'un prêt de un milliard de DM à la RDA en 1983. Dans cette perspective, il n'a pas hésité à nouer des relations cordiales avec M. Honecker et à spéculer sur une »communauté de responsabilité« pour empêcher un affrontement armé en Europe dont les Allemands auraient été les premières victimes. C'est dans le même esprit qu'il salua la politique de réformes de M. Gorbatchev et à cet égard il fut avec M. Genscher l'un des premiers dirigeants ouest-allemands à le prendre au mot. L'évolution qui s'est dessinée depuis lors prouve qu'il n'était pas dépourvu d'une certaine prescience dans son évocation de l'avenir de l'Europe et que la réputation de conservateur obtus que certains ont tenté d'accréditer n'était pas fondée.

Les »souvenirs« de F. J. Strauss feront sans doute l'objet d'appréciations diverses et contradictoires. Ses détracteurs y verront surtout un plaidoyer *pro domo* et trouveront dans cet ouvrage des éléments susceptibles d'étayer leurs préjugés, car l'auteur ne s'embarrasse d'aucune précaution oratoire pour dire leur fait à ses adversaires sociaux-démocrates, voire à ses alliés démocrates-chrétiens. En revanche, le lecteur sans parti pris sera surpris de découvrir un homme très différent de l'image caricaturale qu'ont imposée certains medias. Celui que l'on présentait comme un démagogue truculent et un nationaliste borné est en réalité un fin lettré et un homme de conviction, un esprit ouvert aux préoccupations du monde moderne, un démocrate soucieux de faire triompher dans son pays le principe de l'Etat de droit, enfin un authentique homme d'Etat, qui n'hésite pas à braver l'impopularité pour faire prévaloir son dessein et servir sa patrie. Quant aux historiens, ils ne trouveront dans ce livre qu'une maigre pâture pour compléter leur tableau de la démocratie de Bonn, si ce n'est la confirmation de ce que l'on savait déjà sur les tentatives de coopération nucléaire franco-allemande à la fin de la IV^e République et des aperçus curieux sur le double-jeu du chancelier Adenauer dans le règlement du problème sarrois.

Jean KLEIN, Paris

Im Zentrum der Macht. Das Tagebuch von Staatssekretär Lenz 1951–1953, bearb. von Klaus GOTTO, Hans-Otto KLEINMANN, Reinhard SCHREINER, Düsseldorf (Droste) 1989, XLIV–757 S. (Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 11).

Otto Lenz, heute weithin vergessener Staatssekretär im Bundeskanzleramt, war zweifellos eine der auffälligsten Persönlichkeiten im Bonner Regierungsbetrieb der Jahre 1951–1953: »Lebendig und lebensfroh, findig und fintenreich, von quirliger Aktivität, ganz unkonventionell«, so beschrieb ihn einmal Arnulf Baring. Konrad Adenauer sah in ihm einen »der wenigen unabhängig denkenden Leute in Bonn«, was er freilich keineswegs ausschließlich als Kompliment empfand, denn Lenzen Eigenwilligkeit und seine Kontakte zu innerparteilichen Gegnern wie Joseph Müller oder Jakob Kaiser waren ihm stets ein Dorn im Auge. Da der Bundeskanzler jedoch dringend einen Mitarbeiter benötigte, der das durch diverse innenpoli-